



Commissaires aux comptes

---

## **France HORIZON**

Siège Social : 5 place du Colonel Fabien  
75010 PARIS  
Association loi 1901

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

---

**AUDITEURS ASSOCIES FRANCILIENS – GROUPE AF**

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre  
Sarl au capital de 240 000 € - Siège social : 45, boulevard Georges Clémenceau – 92400 COURBEVOIE  
RCS Paris B 422 774 349 - APE 6920 Z - TVA FR 44 422 774 349 - Tél. : 01 83 75 81 81  
[www.groupeaf.com](http://www.groupeaf.com)



A l'Assemblée générale de l'association France HORIZON,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association France HORIZON relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative

provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 17 juin 2025

Pour la société Auditeurs Associés Franciliens

**Philippe RIMMER**

Commissaire aux comptes



## 1.1 Bilan Actif

1.

BILAN ACTIF  
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	31/12/2024 (selon ANC 2019-04)			31/12/2023 (selon ANC 2019-04)	
	Note	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	5.1	655 535	419 892	235 643	173 834
Frais de recherche et de développement	5.1	187 599	163 414	24 185	48 421
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5.1	806 561	696 829	109 732	153 261
Autres immobilisations incorporelles	5.1	180 401	137 104	43 297	46 905
Immobilisations incorporelles en cours	5.1	557 321		557 321	392 438
Immobilisations corporelles					
Terrains	5.1	1 698 075	555 070	1 143 005	1 169 909
Constructions	5.1	70 981 149	39 259 700	31 721 449	32 990 364
Installations techniques, matériels et outillage	5.1	8 510 967	5 863 538	2 647 429	2 454 840
Autres immobilisations corporelles	5.1	22 266 902	14 315 001	7 951 901	7 938 315
Immobilisations corporelles en cours	5.1	1 730 771		1 730 771	331 740
Avance et acomptes	5.1				
Immobilisations Financières					
Participations et créances rattachées à des participations	5.1	198		198	198
Autres titres immobilisés	5.1	10		10	10
Prêts	5.1	1 346 389		1 346 389	1 193 270
Autres immobilisations financières	5.1	1 129 691	980	1 128 711	943 131
TOTAL I		110 051 570	61 411 528	48 640 041	47 836 632
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Matières premières et fournitures					
Autres approvisionnements	5.1.4				
En-cours de production (biens et services)					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises		17 677		17 677	88 301
Avances et acomptes versés sur commandes	5.1.5	194 044		194 044	154 206
Créances (2)					
Créances redevables et comptes rattachés (3)	5.1.3	6 165 893	1 068 220	5 097 673	3 850 864
Autres créances (1)		23 345 527	20 979	23 324 548	35 113 929
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement	5.1.7	22 034 805		22 034 805	30 747 549
Disponibilités	5.1.8	31 178 943		31 178 943	23 639 300
Charges constatées d'avance	5.1.10	658 482		658 482	575 398
TOTAL II		83 595 371	1 089 199	82 506 171	94 169 546
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV		159 917		159 917	170 661
Primes de remboursement des obligations V					
Ecart de conversion (actif) VI					
TOTAL ACTIF (I+II)		193 806 858	62 500 727	131 306 129	142 176 839
Engagements Reçus					
(2) Dont à moins d'un an : .....		30 983 270		30 983 270	40 647 865
(1) Dont à plus d'un an : .....					
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.					



## 1.2 Bilan Passif

### BILAN PASSIF Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
		(selon ANC 2019-04)	(selon ANC 2019-04)
		Montant 31/12/2024	Montant 31/12/2023
FONDS PROPRES			
Fonds associatifs			
Fonds associatifs sans droit de reprise	5.2.1	25 432 567	25 432 567
Fonds associatifs avec droit de reprise	5.2.1	192 505	192 505
Dons et legs			
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	5.2.1		
Réserves			
Excédents affectés à l'investissement	5.2.2	7 442 864	7 276 455
Réserves de compensation	5.2.2	4 806 551	4 259 036
Réserve de compensation d'amortissements	5.2.2	415 918	341 102
Excédents affectés à la couverture du BFR	5.2.2	618 022	534 256
Autres réserves	5.2.2	3 949 569	3 316 863
Report à nouveau			
Report à nouveau (gestion contrôlée)	5.2.3	774 965	304 505
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	5.2.3	2 038 840	2 620 335
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	5.2.3	-2 927 901	-1 096 235
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	5.2.3	-3 015 012	-2 317 065
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	4.1	487 900	1 446 375
TOTAL I		40 216 788	42 310 700
Fonds propres consommables			
Couverture du besoin en fonds de roulement	5.2.5	372 937	372 937
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	5.2.5	3 108 612	3 068 406
Réserves des plus-values nettes d'actif	5.2.5	1 861 542	1 861 542
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	5.2.4	8 570 970	9 139 903
TOTAL II		13 914 061	14 442 788
Provisions & Fonds dédiés			
Provisions pour risques	5.2.6	405 928	452 654
Provisions pour charges	5.2.6	2 107 513	2 006 908
Fonds dédiés	5.2.8	20 086 811	19 650 335
TOTAL III		22 600 252	22 109 897
DETTES (3)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)	5.2.9	11 019 601	12 048 124
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	5.2.9	1 185 704	1 059 746
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5.2.10	266 838	155 425
Redevables créditeurs			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (2)	5.2.11	7 199 186	8 006 951
Dettes sociales et fiscales	5.2.11	8 776 796	10 744 015
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5.2.11	424 105	240 117
Autres dettes (2)	5.2.11	10 968 144	8 203 139
Produits constatés d'avance	5.2.12	14 734 656	22 855 944
TOTAL IV		54 575 030	63 313 461
Ecart de conversion (passif)	TOTAL V		
TOTAL PASSIF (III+IV+V)		131 306 129	142 176 847
Engagements donnés			
(2) Dont à moins d'un an : .....			17 375 492
(1) Dont à plus d'un an : .....			11 942 468
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.		0	

### 1.3 Compte de résultat (1/2)

COMPTE DE RESULTAT  
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice N (selon ANC 2019-04)	Exercice N-1 (selon ANC 2019-04)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations			
Ventes de marchandise		993	578
Ventes de biens et services		8 079 604	5 044 436
Produits de tiers financeurs			
Dotations et produits de tarification		62 246 112	55 716 219
Concours publics et subventions d'exploitation		52 939 492	57 342 583
Ressources liées à la générosité du public			
Contributions financières			
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>			
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		3 033 401	2 542 706
Utilisations des fonds dédiés		38 855	-224 093
Autres produits		4 176 758	2 800 654
Contributions financières reçues			
Versement des fondateurs			
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat			
Transferts de charges			
Autres produits		8 772 929	7 761 127
<b>Total I</b>		<b>139 288 144</b>	<b>130 984 210</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes		59 035 743	54 415 333
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés		5 492 125	5 167 043
Salaires et traitements		38 099 330	34 531 609
Charges sociales		16 735 313	14 432 010
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		4 641 447	4 708 941
Dotations aux provisions		3 059 663	2 658 309
Reports en fonds dédiés		2 026 814	5 386 644
Autres charges			
Aides financières			
Autres charges		10 894 775	9 603 181
<b>Total II</b>		<b>139 985 210</b>	<b>130 903 070</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>-697 066</b>	<b>81 140</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participations et des immobilisations financières			0
Revenus d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		477 519	148 718
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		109 232	920 246
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		294 325	0
<b>Total III</b>		<b>881 076</b>	<b>1 068 964</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			109 232
Intérêts et charges assimilées		217 190	228 704
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		6	
<b>Total IV</b>		<b>217 196</b>	<b>337 936</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		<b>663 880</b>	<b>731 028</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>		<b>-33 186</b>	<b>812 168</b>

## 1.4 Compte de résultat (2/2)

PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	6.3	115 157	48 688
Sur opérations en capital	6.3	722 586	2 022 293
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6.3	200 890	295 027
<b>Total V</b>		<b>1 038 633</b>	<b>2 366 008</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	6.3	132 801	145 288
Sur opérations en capital	6.3	20 788	1 277 449
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6.3	333 772	301 864
<b>Total VI</b>		<b>487 361</b>	<b>1 724 600</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>551 272</b>	<b>641 408</b>

Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		30 186	7 202
<b>Total des produits (I + III + V)</b>		<b>141 207 853</b>	<b>134 419 182</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>		<b>140 719 953</b>	<b>132 972 808</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>			
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		<b>487 900</b>	<b>1 446 374</b>

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>



## 2 Faits majeurs de l'exercice

### 2.1 Description de l'activité de l'entité

Depuis 80 ans, les 1 200 professionnels de France Horizon s'engagent au nom de la solidarité nationale dans cet unique but : doter les territoires de nouvelles solutions d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement permettant à chacun.e - de la petite enfance au grand âge, né.e en France ou ailleurs - d'avoir une chance véritable de vivre dignement son existence présente et de construire son propre avenir, vers l'autonomie sociale.

Pour y parvenir, France Horizon déploie 4 pôles d'activités - Accueil et insertion, Seniors, Français de l'étranger-rapatriés, Petite enfance -, lesquels sont composés de 150 établissements et dispositifs au sein de 9 régions pour un budget total de 125 Millions d'€.

Ces 4 pôles mettent en œuvre des hébergements et accompagnements adaptés à tous les publics : personnes isolées et familles en difficultés sociales, sans-abri, réfugiés et migrants, mères isolées, petite enfance, personnes âgées, Français de l'étranger de retour en France...

En partenariat avec les acteurs locaux et les pouvoirs publics (Ministères, DDCS, Régions, ARS, Départements, Communes...), l'engagement des 1 200 professionnels de l'association dans 9 régions repose sur des principes essentiels : l'humanité, le professionnalisme et le sens du collectif.

### 2.2 Faits majeurs par secteur d'activité

#### 2.2.1 Inclusion sociale, asile et intégration

##### NATIONAL

- Extension de la mesure d'impact social et la démarche qualité sur l'ensemble du territoire
- Mobilisation des équipes à l'occasion de deux opérations de rapatriement à Haïti et Gaza et d'évacuation sanitaire pour enfants malades ou blessés à Gaza.
- Renforcement des accompagnements dans le cadre du programme AGIR particulièrement en Hauts de France.
- TAGALIS est devenu l'outil indispensable de gestion et suivi des usagers, intégré dans le quotidien de tous les intervenants sociaux.
- Plusieurs projets CPOM (Grenoble, Strasbourg, Paris...) sont en cours de préparation dans le cadre de la nouvelle tarification.

##### ILE-DE-FRANCE :

- Délocalisation de l'HUDA de Villiers le Bel sur un nouveau site à Ecoen. La structure a continué à accueillir exclusivement des hommes seuls dans le cadre du Dispositif National d'Accueil.
- Ouverture du dispositif d'hébergement « Les PASSR'ELLES » pour Femmes seules usagères de substances psychoactives et présentant des vulnérabilités spécifiques.
- Ouverture des centres d'hébergement temporaires à l'occasion des Jeux olympiques.
- Travaux de réhabilitation en cours de l'HUDA de Montmorency dans le cadre de la modernisation des infrastructures et l'amélioration des conditions de vie des résidents.

- Ouverture du CHU « Nouvel Horizon » à 50 places d'hébergement pour des hommes seuls en situation de grande marginalité autour de l'aéroport de Roissy. Afin de répondre à des situations d'urgence, 4 nouvelles places ont été dédiées aux maraudes de la Croix-Rouge du Val d'Oise.

#### **PAYS-DE-LA-LOIRE :**

- Ouverture d'un dispositif d'accompagnement des mineurs non-accompagnés (MNA) en réponse aux besoins du département Maine et Loire à 30 places.

#### **SAONE-ET-LOIRE**

- Augmentation de 31 places dédiés aux jeunes MNA. La capacité globale de l'établissement passe à 144 places.

#### **NOUVELLE AQUITAINE**

- Clôture des actions mises en place en 2022 suite aux crises internationales, particulièrement en Afghanistan et en Ukraine
- Plus de mesures d'accompagnement dans le cadre du programme AGIR.
- Continuité des actions d'accompagnement (dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle AISP, AVDL...)
- Déploiement d'une action AISP destinés aux salariés en difficulté.

#### **GRAND-EST**

- A Strasbourg : Dans le cadre de l'accompagnement social, +125 bénéficiaires RSA en file active ont été accompagnées en 2024.

#### **BOUCHES-DU-RHONE**

- Intégration du nouveau directeur
- Stabilisation des équipes.
- L'établissement a mis en place des actions pour améliorer son taux d'occupation. De nouvelles captations de logement ont eu lieu en 2024.

#### **AUVERGNE-RHONE-ALPES**

- A Grenoble :
  - Renforcement de l'équipe de cadres et réorganisation des tâches qui a permis la stabilité interne et favoriser la présence auprès du réseau partenarial et de l'OFIL.
  - Première année complète du CPH Grenoble à 89 places
- A Feyzin,
  - La reprise de l'AAVA comme véritable outil d'insertion professionnelle.
  - L'activité des deux services (CHRS Feyzin et EMIL) est restée conséquente et qualitative représentant une forte diversité et complémentarité de missions.

#### **HAUTS-DE-FRANCE**

- L'arrivée de la nouvelle directrice pour la région Hauts de France
- Accompagnement de +890 personnes en file active dans le cadre du Programme AGIR dans le Nord.

- Le taux de remplissage du dispositif FSL a été de 90.8%.
- Les activités culturelles et sorties ludiques ont permis de rassembler des ménages isolés.

## OCCITANIE

- Le déménagement des locaux historiques du 55 grande rue saint Michel, vers les nouveaux locaux de la direction régionale de FRANCE HORIZON situé 77 bd des récollets 31400 Toulouse.
- Renouvellement de l'équipe suite à des départs à la retraite.
- Poursuite de la structuration de la plateforme Emploi/Logement.

### 2.2.2 Séniors

- Première année complète de l'EHPAD LAGNY. Son taux occupation a été de 94.6% en décembre 2024.
- La résidence autonomie Les CASTELLAS a été occupée à hauteur de 50% en fin d'année 2024.
- Audit et conception d'un plan de retour à l'équilibre pour l'ensemble du pôle senior

### 2.2.3 Petite enfance

- Poursuite du **projet de crèche à vocation sociale en Gironde** : lancement de la conception opérationnelle de la structure.
- Réouverture progressive des sections sur la crèche Horizon Clichy à partir de mars 2024.
- Réalisation de travaux et signature d'un traité de fusion en novembre 2024 avec la « Maison des Bout'chou » pour l'intégration de 17 crèches prévu au 1<sup>er</sup> Avril 2025

## 2.3 Périmètre

En 2024, le périmètre de l'association France Horizon a évolué, comme retranscrit dans le tableau ci-dessous :

Ouvertures	Fermetures
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ouverture de 31 places au DAMIE Mâcon/Chalon à partir du 01/07/2024 soit 144 places autorisées au total.</li> <li>Dispositif mise à l'abri (CDG) ouvert en fin 2023 à 120places</li> <li>Intégration de l'HUDA Laval dans le tableau de bord 2024 à 50 places</li> <li>Intégration de l'HUDA Pyrénées dans le tableau de bord 2024 à 45 places</li> <li>Ouverture du dispositif Jeunes Mineurs (MNA) à Angers 20 places</li> <li>Ouverture du CHU Les minimes (MGM) (Dos.036) le 22/02/2024; 75 places pour les familles et 20 places pour Grands précaires hommes</li> <li>Intégration du CHU Sevran (dos.017) dans le tableau de bord 2024 à 40 places;</li> <li>Intégration dans le tableau de bord 2024 du dispositif (CPAR et Démantèlement) 105places pour le CHRS PESSAC.</li> <li>Ouverture du CHU Olympique à Val d'Oise (IDF) le 22/04/2024 à 20 places.</li> <li>Ouverture de l'HUDA ECOUEN à Val d'Oise (IDF) en juillet 2024 à 99 places qui remplace l'HUDA VLB .</li> <li>Ouverture du CHU PASSER'ELLES à Paris LE 23/04/2024 à 20 places.</li> <li>Ouverture du CHU JOP et SAS JOP à Val d'Oise le 26/08/2024 à 150places au total.</li> <li>Extension du dispositif MNA Angers à partir de juillet 2024 soit 30 places au total.</li> <li>Ouverture du CHU Nouvel Horizon à partir d'Octobre 2024 à 50 places .</li> <li>Réouverture de l' AIS Hivernal à la Gironde en Novembre 2024.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fermeture du CHU VLB –Paris en fin 2023 45 places</li> <li>Fermeture du CHI VLB 93 ( Val d'Oise) 12/12/2023 45 places</li> <li>Fermeture du dispositif d'accompagnement des ukrainiens à Pessac (03/05/2024)</li> <li>Fermeture du dispositif AISP Hivernal au 30/04/2024 à Pessac</li> <li>Fermeture SILE Action logement à Pessac 30/4/2024</li> <li>Fermeture du dispositif Mobilité nationale RFG BPI dans les Pyrénées-Atlantiques</li> <li>Fermeture des dispositifs JOP, RFG, UKR au 31/12/2024 (Doss: Val d'Oise).</li> <li>Fermeture du dispositif JOP Paris le 31/12/2024.</li> </ul>

Les comptes annuels de l'association France Horizon comprennent les entités de gestion sous contrôle de tiers financeurs et d'autres non contrôlées par des tiers financeurs. La liste des filiales, des établissements et services au 31/12/2024 se présente comme suit :

### 2.3.1 Gestion non contrôlée par des tiers financeurs appelée «gestion propre associative»

Elle concerne la vie associative qui gère les activités suivantes :

- La vie institutionnelle de l'association et la conduite du projet stratégique ;
- La gestion des immeubles et appartements non affectés aux activités principales ;
- La gestion de la trésorerie relevant de la vie associative (dont les fonds institutionnels placés) ;
- La prise en charge des surcoûts non financés par les projets européens et sanctuarisé dans le centre de coût « Dispositif européen et international ».

Cette entité budgétaire et comptable contribue comme les autres établissements, services et dispositifs en gestion contrôlée par des tiers financeurs aux frais du siège social autorisé. Ce dernier assurant sa gestion comptable et administrative.

### 2.3.2 Gestion contrôlée par des tiers financeurs

L'association administre des établissements et services sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif contrôlés par des tiers financeurs pour les activités suivantes :

- **Seniors (EHPAD) :**
  - Les Brullys à Vulaines-sur-Seine (92 lits) ;
  - La Maison-Fleurie à Feyzin (87 lits) ;
  - Les Tisserins à Evry (82 lits) ;
  - La Tour à Montredon-des-Corbières (77 lits et 6 places d'accueil de jour) ;
  - Hippolyte Panhard au Coudray-Montceaux (70 lits) ;
  - Les 7 Fontaines à Gaillac (84 lits) ;
  - Les Patios de l'Yerres à Combs-la-Ville (54 lits) ;
  - Le Parc Fleuri à Mormant (54 lits).
  - Lagny à Lagny sur Marne (100 lits et 10 places d'accueil de jour)
- **Accueil et insertion**, activité constituée de centres et dispositifs implantés dans les régions suivantes :
  - Pays-de-la-Loire – 8 centres ;
  - Auvergne-Rhône-Alpes – 3 centres ;
  - Hauts-de-France – 3 centres ;
  - Grand-Est – 3 centres ;
  - Nouvelle-Aquitaine – 2 centres ;
  - Occitanie – 5 centres ;
  - Île-de-France – 3 centres ;
  - Bourgogne-Franche-Comté – 1 centre ;
  - Boucles du Rhône – 1 centre ;
- **Petite enfance** constituée de crèches situées à :
  - Paris 17<sup>ème</sup> ;
  - Paris 14<sup>ème</sup> ;
  - Paris 10<sup>ème</sup>.
- **Siège social** autorisé en application du CASF (article R.314-93) identifiés sous l'appellation « siège social ».



## **2.4 Organisation comptable**

Les comptes annuels de l'association France Horizon, seule entité juridique qui dispose de la personnalité morale et de la capacité à gérer les établissements qui lui sont attachés et placés sous contrôle de tiers financeurs, sont la transcription comptable de son action 2024.

La tenue de comptabilité dans l'association est décentralisée dans les établissements, qui sont autonomes dans leur gestion.

La comptabilité de France Horizon est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure sociale ou médico-sociale (EHPAD, Crèche, CPH, et centres d'habitat).

Deux situations infra annuelles sont organisées pour l'ensemble du périmètre au 31 mai et au 31 octobre. Elles donnent lieu à des dialogues de gestion entre siège et direction d'établissements et à deux projections au 31/12.

## **2.5 Changement de méthode de présentation**

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice 2024.

## **2.6 Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture n'est de nature à remettre en cause les comptes arrêtés ni à avoir un impact significatif sur la situation financière de l'établissement.

### 3 Principes, règles et méthodes comptables

#### 3.1 *Principes comptables retenus par l'association France Horizon*

Les comptes au 31 décembre 2024 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L.123-12 à L.123-28), du règlement ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019, vient s'appuyer sur les dispositions du Plan comptable général et du plan comptable particulier des associations (ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par l'ANC n°2020-08), par ailleurs, l'association France Horizon relève aussi :

##### 3.1.1 Cadre légal et réglementaire

- Article R.314-81 du CASF
- Le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Avis du Conseil National de la Comptabilité n°2008-09 du 7 mai 2008 relatif au projet d'actualisation de l'instruction comptable et budgétaire M22.

##### 3.1.2 Cadre réglementaire applicable au secteur social et médico-social

- Articles R.314-1 à R.314-73 du code de l'action sociale et des familles (CASF) relatifs à la comptabilité et à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS)
- Articles R.314-80 à R.314-100 du CASF relatifs aux règles applicables aux ESSMS gérés par des personnes morales de droit privé à but non-lucratif
- Articles R.314-105 à R.314-117 du CASF relatifs aux modalités de financement des ESSMS
- Articles R.314-150 à R.314-157 du CASF relatifs à la tarification des CHRS et des CADA
- Articles R.314-158 à R.314-189 et l'article R.314-204 du CASF relatifs à la tarification des EHPAD
- Article D.314-205 et R.314-206 relatifs aux équilibres financiers des ESSMS.
- Articles R.314-210 à R.314-244 du CASF relatifs à l'EPRD et l'ERRD
- Article D.342-2 relatif aux tarifs des EHPAD ayant moins de 50% de bénéficiaire relevant de l'aide sociale d'hébergement
- Articles R.345-1 à R.345-3 relatif aux CHRS
- Article R.348-5 à R.348-6-1 relatif aux CADA
- Article R.314-1 à R.314-4 relatif aux CPH
- Décret n°2007-230 du 20 février 2007 - art. 13 JORF 22 février 2007 mentionne à l'article R2324-37-2 n°3 du code de la santé publique la conduite à tenir en matière de gestion comptable pour les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans.
- Instruction DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et aux mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés relevant de l'article R. 314-1 du code de l'action sociale et des familles et aux organismes gestionnaires relevant de l'article R. 314-81 du même code.
- Arrêté du 15 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 22/10/2003 et fixant le modèle de bilan comptable des établissements ou service social ou médico-social privé à but non lucratif.
- Arrêté du 15 décembre 2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés du I de l'article L. 312-1 du CASF.

### 3.2 Détermination du résultat

Le résultat comptable de l'association France Horizon est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- Des résultats sous contrôle des tiers financeurs.

Les établissements qui n'ont pas conclu de CPOM, sont sous contrôle des ARS ou des Conseils départementaux ou de la Ville de Paris, qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R 314-52 du CASF. En ce sens, trois niveaux de résultat apparaissent :

- Le résultat comptable (Règlement ANC N° 2019-04, voir tableau 4.1) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.
- Le résultat de gestion contrôlée (cf. 4.2) : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat N-2 (c'est-à-dire pour l'exercice 2023, celui de l'année 2021) repris par les tiers financeurs.
- Le résultat affectable ou administratif, (cf. 4.3).

Les établissements qui relèvent d'un CPOM affectent librement leurs résultats en application de l'article R.314-234 du CASF.

Pour les EHPAD de France-Horizon qui ne sont pas sous CPOM, les résultats sont aussi affectés librement puisqu'ils réunissent les conditions de l'article R.314-54 du CASF.

En application de l'article L.313-14-2 du CASF, les résultats des établissements sous CPOM ne peuvent plus être réformés par les autorités de contrôle. Ces dernières peuvent procéder aux versements prévus par cet article.

### 3.3 Immobilisations et amortissements

- **Les immobilisations incorporelles** regroupent les acquisitions de logiciels, ainsi que les frais de 1<sup>er</sup> établissement ;
- **Les immobilisations corporelles** regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel. Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...). L'association France Horizon applique les règlements n° 2002-10, n° 2003-07 et n° 2004-06 sur les actifs. Les amortissements sont calculés de façon linéaire l'année de leur acquisition « au prorata temporis ».
- **Les durées d'amortissement** pratiquées sont les suivantes :

Logiciels	3 à 5 ans
Bâtiments (gros œuvre, aménagement des voiries)	40 ans
Agencements, aménagements extérieurs, travaux de sécurité ...	15 à 35 ans
Étanchéité, menuiserie, aménagements intérieurs et serrurerie...	10 à 25 ans
Installations et travaux (peintures, chauffage ...)	7 à 20 ans
Matériels (animations, atelier, services généraux, infirmerie, cuisine...)	5 à 10 ans

Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique et de bureau	3 à 5 ans
Mobilier (hôtelier, services généraux, bureaux accueil, médical, lingerie ...)	3 à 10 ans

En 2024, les travaux, agencements et acquisitions mobilières 2021 du LAM/LHSS de Segré ont fait l'objet d'un amortissement dégressif conformément au plan pluriannuel de financement des investissements approuvé par l'ARS.

- **Les immobilisations financières** : une provision pour dépréciation est constatée sur les dépôts accordés lorsque l'irrécouvrabilité de ceux-ci s'avère incertaine à la clôture de l'exercice.

### 3.4 Créances usagers et autres créances

Les créances ont été évaluées à leur valeur nominale. Elles correspondent principalement aux sommes dues aux établissements par les résidents, les départements et les usagers (participations).

Une provision est constatée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'actif. La provision est réalisée en fonction de l'antériorité de la créance et sur des critères de pertes avérées.

Elle correspond essentiellement aux créances de résidents et usagers identifiées comme douteuses et à la créance des frais de séjour non versés par les DDCS au titre de l'aide sociale de l'Etat et les départements au titre de l'aide sociale départementale.

### 3.5 Valeurs mobilières de placement et autres titres

Les placements détenus par L'association France Horizon sont principalement constitués de contrats de capitalisation, de comptes à terme à revenu progressif, de comptes sur livrets et des placements obligataires.

Pour les titres, une dépréciation est constatée dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle correspond au dernier cours de l'exercice.

Les titres non cotés ont été estimés à leur valeur de négociation à la date de clôture de l'exercice selon la méthode FIFO. Les moins-values latentes correspondent à la différence entre prix d'acquisition et cours de la bourse au 31/12/2024.

### 3.6 Provisions et Réserves réglementées

Les provisions réglementées correspondent aux postes suivants :

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (articles R.314-48, R.314-51 et D.314-205 du CASF).
- Renouvellement des immobilisations (avis du CNC N° 2007-05 du 4 mai 2007),
- Plus-values sur Sicav réinvesties (article R.314-81 et R.314-95 du CASF),
- Plus-values liées à la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles (articles R.314-81 et R.314-95 du CASF).

### 3.7 *Subventions d'investissement*

L'association France Horizon enregistre les subventions d'investissement dans les fonds associatifs sur deux lignes distinctes du bilan, selon les modalités de financement à terme :

- « Subventions d'investissement sur biens non renouvelables » (compte 131) : ce compte concerne les biens non renouvelables ou les biens renouvelables dont le financement à l'issue de la durée de vie du bien sera assuré par un tiers. Dans ce cas, le montant de la subvention est à rapporter au compte de résultat en contrepartie des amortissements pratiqués sur l'immobilisation concernée.

Conformément au principe d'engagement, l'association France Horizon comptabilise les subventions acquises dans l'exercice concerné même si elles ne font l'objet que d'un encaissement partiel sur l'exercice.

### 3.8 *Provisions pour risques et charges*

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par l'association France Horizon pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste(nt) incertain(s). Il s'agit notamment des provisions pour départ à la retraite, des provisions pour litiges...

### 3.9 *Fonds dédiés*

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par l'association France Horizon et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan après les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets correspondent à des financements versés par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à L'association France Horizon qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet défini.

Les fonds reçus en cours d'exercice et non utilisés à la clôture sont portés au bilan dans les comptes de fonds dédiés par le biais d'un compte de charge intitulé : « Engagements à réaliser sur ressources affectées ». Ce compte figure sur une ligne distincte du compte de résultat.

A l'inverse, quand des fonds reçus lors d'un exercice antérieur ont été utilisés au cours de l'exercice conformément aux engagements pris, les fonds sont rapportés au compte de résultat par le biais de comptes de produits : « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ». Ces comptes figurent également sur une ligne distincte du compte de résultat.

### 3.10 *Provision pour congés annuels, Jours RTT et Compte Epargne Temps*

Provisions pour congés annuels et RTT : L'association France Horizon enregistre une provision pour congés acquis en vertu du principe d'indépendance des exercices.

Cette provision couvre les droits à congés et RTT acquis par les salariés, tant au titre des congés payés que des congés d'ancienneté.



## 4 Informations relatives à la formation du résultat

### 4.1 Résultat comptable

Le résultat comptable de l'association France Horizon se décompose ainsi :

Tableau de détermination du résultat comptable	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat en gestion propre ( non contrôlé par des tiers financeurs )	-207 545 €	413 656 €
Résultat sous gestion contrôlée ( contrôlé par des tiers financeurs)	695 446 €	1 032 718 €
Résultat comptable total	487 901 €	1 446 375 €
<i>Dont EHPAD</i>	-550 692 €	-919 780 €
<i>Dont établissement en Accueil et insertion</i>	1 650 200 €	2 070 408 €
<i>Dont établissement en petite enfance</i>	-180 203 €	-39 479 €
<i>Dont siège social et autres</i>	-223 859 €	-78 430 €

### 4.2 Résultat affectable sous contrôle du tiers financeur

La définition de ces trois niveaux de résultat a été rappelée précédemment, ci-dessous le tableau de passage :

Tableau de passage	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat comptable sous contrôle de tiers financeurs	487 901 €	1 446 375 €
Reprise de résultat antérieur validé par les tiers financeurs	1 394 001 €	2 249 615 €
Résultat effectif global	1 881 902 €	3 695 990 €
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	592 157 €	420 503 €
Résultat Administratif total	2 474 059 €	4 116 493 €
<i>Dont établissement en CPOM/LPRD</i>	760 624 €	1 535 977 €
<i>Dont établissement en procédure budgétaire annuelle</i>	1 713 436 €	2 580 516 €

### 4.3 Résultat détaillé par établissement et proposition d'affectation de résultat administratif 2024

				Tableau de passage			Proposition d'affectation de résultat					
N° DOSSIER	Pôle/Région	Nom des Etablissements	Type de Budget	Résultat comptable 2024	Reprise antérieure	Dépenses non opposables	Résultat administratif 2024	Réserve d'investissement	Réserve compensation	Réserve pour projet Associatif	BFR	Report à nouveau
Les établissements en gestion propre				-207 544,98	0,00	0,00	-207 544,98	0,00	0,00	0,00	0,00	-207 544,98
016		ASSOCIATION	Budgétaire annuelle	-207 544,98	0,00	0,00	-207 544,98	0,00	0,00	0,00	0,00	-207 544,98
Le siège social et autres				-223 859,10	0,00	0,00	-223 859,10	0,00	-221 589,02	0,00	0,00	-2 270,08
Total 001		DN	Budgétaire annuelle					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
009		SIEGE ESMS	Budgétaire annuelle	-223 859,10	0,00	0,00	-223 859,10	0,00	-221 589,02	0,00	0,00	-2 270,08
Les EHPAD de France Horizon				-550 692,32	-45 841,02	261 325,44	-335 207,90	20 333,19	226 228,12	0,00	0,00	-581 769,21
006	FEYZIN	EHPAD LA MAISON FLEURIE	CPOM/EERD	-87 182,61		-2 306,33	-89 488,94	0,00	-36 653,69	0,00	0,00	-52 835,25
011	SEINE ET MARNE	EHPAD DES BRULLYS	Budgétaire annuelle	-89 758,56		21 516,86	-68 241,70	0,00	0,00	0,00	0,00	-68 241,70
012	ESSONNE	EHPAD HIPPOLYTE PANHARD	CPOM/EERD	70 739,00		50 744,52	121 483,52	0,00	0,00	0,00	0,00	121 483,52
013	ESSONNE	EHPAD LES TISSERINS	CPOM/EERD	-304 704,96		2 471,91	-302 233,05	0,00	0,00	0,00	0,00	-302 233,05
015	MONTREDON	EHPAD LA TOUR	Budgétaire annuelle	187 965,77		44 671,75	232 637,52	20 333,19	212 304,33	0,00	0,00	0,00
022	GAILLAC	EHPAD LES 7 FONTAINES	Budgétaire annuelle	61 999,23	-45 841,02	34 419,27	50 577,48	0,00	50 577,48	0,00	0,00	0,00
023	SEINE ET MARNE	EHPAD LES PATIOS DE L'YERRE	Budgétaire annuelle	-116 870,50		11 033,03	-105 837,47	0,00	0,00	0,00	0,00	-105 837,47
039	SEINE ET MARNE	EHPAD MORMANT	Budgétaire annuelle	-41 741,49		26 912,79	-14 828,70	0,00	0,00	0,00	0,00	-14 828,70
041	SEINE ET MARNE	EHPAD LAGNY	Budgétaire annuelle	-52 022,01		71 861,64	19 839,63	0,00	0,00	0,00	0,00	19 839,63
047	MONTREDON	RESIDENCE AUTONOMIE	Budgétaire annuelle	-179 116,19			-179 116,19	0,00	0,00	0,00	0,00	-179 116,19
Les établissements d'accueil et insertion				1 650 200,05	1 439 841,99	330 831,95	3 420 873,99	299 628,85	313 788,10	0,00	0,00	2 807 457,04
Total 002	PDL	CHRS ANGERS	CPOM/EERD	-33 302,72		60 821,78	27 519,06	0,00	35 226,80	0,00	0,00	-7 707,74
Total 003	PDL	CHRS NANTES	CPOM/EERD	-74 230,61		-13 501,96	-87 732,57	0,00	20 463,40	0,00	0,00	-108 195,97
Total 004	STRASBOURG	CHRS STRASBOURG	Budgétaire annuelle	98 569,59		6 316,86	104 886,45	0,00	106 797,02	0,00	0,00	-1 910,57
Total 005	FEYZIN	CHRS FEYZIN	CPOM/EERD	-180 405,01	148 296,32	44 111,78	12 003,08	29 628,85	-22 235,14	0,00	0,00	4 609,38
Total 007	NANCY	CHRS NANCY	Budgétaire annuelle	28 809,85		22 702,07	51 511,92	0,00	50 073,27	0,00	0,00	1 438,65
Total 008	PDL	CHRS LE MANS	CPOM/EERD	208 764,72		-6 381,14	202 383,58	0,00	67 767,35	0,00	0,00	134 616,23
Total 014	GRENOBLE	CHRS GRENOBLE	Budgétaire annuelle	-77 762,07	7 645,08	31 324,94	-38 792,05	0,00	-20 698,49	0,00	0,00	-18 093,56
Total 017	IDF	CHRS VAUJOURS	Budgétaire annuelle	505 923,57	419 655,95	43 096,13	968 675,65	200 000,00	0,00	0,00	0,00	768 675,65
Total 018	ROUBAIX	CHRS ROUBAIX	Budgétaire annuelle	-120 344,89		-56 740,60	-177 085,49	0,00	0,00	0,00	0,00	-177 085,49
Total 019	PESSAC	CHRS PESSAC	Budgétaire annuelle	-63 716,62	50 673,67	41 730,79	28 687,84	0,00	0,00	0,00	0,00	28 687,84
Total 020	OCCITANIE	CHRS TOULOUSE	Budgétaire annuelle	-126 946,19	65 690,86	22 729,33	-38 526,00	0,00	22 729,18	0,00	0,00	-61 255,18
Total 024	IDF	CHRS CLUQUENOIS	Budgétaire annuelle	-15 864,22		23 041,41	7 177,19	0,00	0,00	0,00	0,00	7 177,19
Total 025	MACON	UEHO MACON	Budgétaire annuelle	27 675,94		47 212,63	74 888,57	0,00	0,00	0,00	0,00	74 888,57
Total 026	PDL	CADA SAUMUR	Budgétaire annuelle	-41 380,63		33 865,63	-7 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-7 515,00
Total 027	PDL	CADA SAINT NAZAIRE	Budgétaire annuelle	-10 842,24	66 195,25	-6 883,62	48 469,39	0,00	28 439,42	0,00	0,00	20 029,97
Total 028	NANCY	CADA LAXOUS NANCY	Budgétaire annuelle	4 497,25	19 822,00	4 120,17	28 439,42	0,00	-292,99	0,00	0,00	28 732,41
Total 029	OCCITANIE	CADA FOIS	Budgétaire annuelle	-2 067,50		-292,99	-2 360,49	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 360,49
Total 031	OCCITANIE	CADA VILLEMUR	Budgétaire annuelle	-3 427,95		2 909,72	-518,23	0,00	2 909,72	0,00	0,00	-3 427,95
Total 032	GRENOBLE	CPH GRENOBLE	Budgétaire annuelle	-14 668,32	15 569,65	16 428,31	17 329,64	0,00	0,00	0,00	0,00	17 329,64
Total 033	IDF	CPH VAL D'OISE	Budgétaire annuelle	877 356,22	-289 737,31	-2 507,94	585 110,97	70 000,00	35 000,00	0,00	0,00	480 110,97
Total 035	PDL	CHRS ABRI DES CORDELIERS	CPOM/EERD	-96 349,04		4 362,54	-91 986,50	0,00	-15 589,12	0,00	0,00	-76 397,38
Total 036	IDF	CHRS VILLIERS LE BEL	Budgétaire annuelle	465 292,20	698 036,45	5 140,21	1 168 468,86	0,00	-5 543,12	0,00	0,00	1 174 011,98
Total 037	IDF	CPH IDF	Budgétaire annuelle	467 860,57		-12 962,32	454 898,25	0,00	-28 989,99	0,00	0,00	483 888,24
Total 038	OCCITANIE	CADA TOULOUSE	Budgétaire annuelle	33 137,07		3 529,94	36 667,01	0,00	36 667,01	0,00	0,00	0,00
Total 040	MARSEILLE	HUDA MARSEILLE	Budgétaire annuelle	-154 093,60	181 912,56		27 818,96	0,00	0,00	0,00	0,00	27 818,96
Total 043	OCCITANIE	CHU MAISON DES CIMES	Budgétaire annuelle					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total 044	PDL	ILHSS LAM SEGRE	Budgétaire annuelle	-185 336,09		4 778,87	-180 557,22	0,00	15 651,54	0,00	0,00	-196 208,76
Total 045	PESSAC	PYRENEES ATLANTIQUES	Budgétaire annuelle	34 485,47			34 485,47	0,00	0,00	0,00	0,00	34 485,47
Total 046	OCCITANIE	CPH FOIX	Budgétaire annuelle	-6 509,15			-6 509,15	0,00	-14 587,76	0,00	0,00	8 078,61
Total 049	PDL	CADA LAVAL	Budgétaire annuelle	105 064,45	56 081,51	11 879,41	173 025,37	0,00	0,00	0,00	0,00	173 025,37
Les établissements de petite enfance				-180 202,59	0,00	0,00	-180 202,59	0,00	0,00	0,00	0,00	-180 202,59
30	PARIS	CRECHE PARIS 17	Budgétaire annuelle	-50 524,64			-50 524,64	0,00	0,00	0,00	0,00	-50 524,64
34	PARIS	CRECHE PARIS 14	Budgétaire annuelle	-126 353,02			-126 353,02	0,00	0,00	0,00	0,00	-126 353,02
48	PARIS	CRECHE LES KYKLOS	Budgétaire annuelle	-3 324,93			-3 324,93	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 324,93
Excédent ou déficit effectif global				487 901 €	1 394 001 €	592 157 €	2 474 059 €	319 962 €	318 427 €	0 €	0 €	1 835 670 €

## 5 Informations relatives à la formation du bilan

### 5.1 Actifs

#### 5.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Mouvements de périmètre	Augmentations	Variation par virements de poste à poste	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2023	Inter dossiers	Acquisitions	Transferts	Soties	31/12/2024
Frais d'établissement	547 114 €		109 338 €		918 €	655 535 €
Frais de recherche et de développement	187 599 €					187 599 €
	767 923 €		39 688 €		1 049 €	806 562 €
Autres immobilisations incorporelles	180 401 €					180 401 €
Immobilisations incorporelles en cours	0 €					0 €
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 683 037 €</b>	<b>0 €</b>	<b>149 026 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 967 €</b>	<b>1 830 096 €</b>
Terrains	1 698 075 €					1 698 075 €
Agencements et aménagements des terrains	0 €					0 €
Constructions et leurs agencements, aménagements	70 106 589 €		25 700 858 €		24 826 297 €	70 981 150 €
Installations techniques, matériel et outillage	8 271 559 €		801 943 €		562 533 €	8 510 969 €
Installations générales, agencements divers	0 €					0 €
Autres immobilisations corporelles	21 015 022 €		1 993 008 €		741 128 €	22 266 902 €
Immobilisations corporelles en cours	724 178 €	423 330 €	1 798 559 €		659 266 €	2 286 801 €
Avances et acomptes	-0 €		1 291 €			1 291 €
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>101 815 421 €</b>	<b>423 330 €</b>	<b>30 295 659 €</b>	<b>0 €</b>	<b>26 789 224 €</b>	<b>105 745 186 €</b>
Participations	198 €					198 €
Autres titres immobilisés	10 €					10 €
Prêts	1 193 270 €		153 119 €			1 346 389 €
Autres immobilisations financières	944 050 €		273 743 €		88 163 €	1 129 630 €
<b>Total Immobilisations Financières</b>	<b>2 137 528 €</b>	<b>0 €</b>	<b>426 862 €</b>	<b>0 €</b>	<b>88 163 €</b>	<b>2 476 227 €</b>
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>105 635 986 €</b>	<b>423 330 €</b>	<b>30 871 547 €</b>	<b>0 €</b>	<b>26 879 354 €</b>	<b>110 051 509 €</b>

- Les acquisitions d'immobilisations incorporelles de l'exercice s'élèvent à 149 K€.
- Les acquisitions d'immobilisations corporelles de l'exercice s'élèvent à 30 297 K€.

### 5.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Mouvements de périmètre	Augmentations	Variation par virements de poste à poste	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2023	Transferts	Dotation	Reprises	Soties	31/12/2024
Frais d'établissement	373 280 €		47 530 €		918 €	419 892 €
Frais de recherche et de développement	139 178 €		24 236 €			163 414 €
Concessions, brevets et droits similaires	614 661 €		84 767 €		2 598 €	696 829 €
Autres immobilisations incorporelles	133 496 €		3 608 €			137 104 €
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 260 615 €</b>	<b>0 €</b>	<b>160 141 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 516 €</b>	<b>1 417 240 €</b>
Terrains	528 166 €		26 904 €			555 070 €
Agencements et aménagements des terrains						0 €
Constructions et leurs agencements, aménagements	37 116 225 €		2 168 429 €		24 954 €	39 259 700 €
Installations techniques, matériel et outillage	5 816 718 €		603 969 €		557 149 €	5 863 538 €
Installations générales, agencements divers						0 €
Autres immobilisations corporelles	13 076 707 €		1 932 078 €		693 784 €	14 315 001 €
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>56 537 816 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 731 381 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 275 888 €</b>	<b>59 993 308 €</b>
Autres immobilisations financières	980 €					980 €
<b>Total Immobilisations Financières</b>	<b>980 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>		<b>0 €</b>	<b>980 €</b>
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>57 799 411 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 891 521 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 279 404 €</b>	<b>61 411 528 €</b>

### 5.1.3 État des dépréciations de l'actif circulant

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2023	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2024
Dépréciations des créances des comptes clients	1 095 837 €		639 156 €	666 773 €	1 068 220 €
Dépréciations des Comptes courants	11 837 €				11 837 €
Dépréciations autres cptes débiteurs			9 142 €		9 142 €
<b>Total actif circulant</b>	<b>1 107 674 €</b>	<b>0 €</b>	<b>648 299 €</b>	<b>666 773 €</b>	<b>1 089 200 €</b>



#### 5.1.4 Etat des Stocks

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2023	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2024
Stocks de marchandises *	88 301 €		24 413 €	95 037 €	17 677 €
Stocks de matières premières, approvisionnements	0 €				0 €
<b>Total actif circulant</b>	<b>88 301 €</b>	<b>0 €</b>	<b>24 413 €</b>	<b>95 037 €</b>	<b>17 677 €</b>

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « premier entré premier sorti ». Ils sont valorisés à hauteur de 17 K€ au 31 décembre 2024.

#### 5.1.5 État des avances et acomptes versés sur commande

Les avances et acomptes versés sur commande s'établissent à 194 K€ et n'appellent pas de commentaire particulier.

#### 5.1.6 État des Créances

Situations et mouvements	Valeur fin d'exercice	Liquidité de l'actif	
Rubriques	31/12/2024	Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	198 €		198 €
Autres titres immobilisés	10 €		10 €
Prêts (1)	1 346 389 €		1 346 389 €
Autres immobilisations financières	1 129 691 €	112 969 €	1 016 722 €
<b>Total Actif immobilisé</b>	<b>2 476 288 €</b>	<b>112 969 €</b>	<b>2 363 319 €</b>
Redevables, usagers & comptes rattachés	6 165 893 €	6 165 893 €	
Autres créances	23 345 527 €	23 345 527 €	
Charges constatées d'avance	658 482 €	658 482 €	
<b>Total Actif circulant et comptes de régularisation</b>	<b>30 169 902 €</b>	<b>30 169 902 €</b>	<b>0 €</b>
<b>Total des créances</b>	<b>32 646 190 €</b>	<b>30 282 871 €</b>	<b>2 363 319 €</b>



Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 5.1.7 Les valeurs mobilières de placement cotées ont été évaluées au cours de bourse du 31/12/2024

Valeurs Mobilières de placements	Valeur comptable	Valeur boursière	Coupon courus au	Valeur boursière Nette	Moins value latente	Plus value latente
Valeurs en K€	2024	2024	2024	2024	2024	2024
Comptes sur livret						
Comptes à terme	20 000 000 €					
Contrats de capitalisation						
Obligations structurées						
Parts sociales CE	2 020 820 €					
AMPLEGEST (UBS)/Banque privée 1818	1 213 €	1 385 €		1 385 €	0 €	0 €
BFCC BMTN, SICAV Monétaire & Méderique						
OPCVM Obligataires						
<b>Total des VMP</b>	<b>22 022 033 €</b>	<b>1 385 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 385 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

Les titres non cotés ont été estimés à leur valeur de négociation à la date de clôture de l'exercice selon la méthode FIFO. Les moins-values latentes correspondent à la différence entre prix d'acquisition et cours de la bourse au 31/12/2024.

Nota : Les plus-values latentes quant à elles ne sont pas comptabilisées, en vertu du principe de prudence.

### 5.1.8 Les disponibilités

Les comptes bancaires des établissements et du siège, ouverts à la Caisse d'Epargne Ile-de-France, bénéficient d'une convention de fusion de comptes. Dans le mandat de gestion est prévu un système de rémunération du pied de compte à partir d'un seuil défini.

L'association possédait des comptes à terme au Crédit Coopératif – ancien établissement bancaire dédié à la trésorerie des activités arrivés à échéance. Elle possède également un compte courant à la Société Générale pour les avoirs relatifs à la « vie associative ».

Dans la comptabilité de l'association apparaît le solde théorique global disponible auprès de ces organismes financiers

### 5.1.9 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 607 754 € au 31 décembre 2024 et concernent des charges d'exploitation.

## 5.2 Passif

### 5.2.1 Fonds associatifs

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Affectation du résultat		Variation par virements		A la clôture de l'exercice
Rubrique	31/12/2023	Augmentation	Diminution ou Consommation	Mouvement de périmètre	Poste à Poste	31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	25 432 567 €					25 432 567 €
Fonds propres avec droit de reprise	192 505 €					192 505 €
Ecart de réévaluation	0 €					0 €
Legs et donations	0 €					0 €
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	0 €					0 €
<b>Total des Fonds associatifs</b>	<b>25 625 072 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>25 625 072 €</b>

### 5.2.2 État des réserves

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Affectation du résultat		Variation par virements		A la clôture de l'exercice
Rubrique	31/12/2023	Augmentation	Diminution ou Consommation	Mouvement de périmètre	Poste à Poste	31/12/2024
Réserves d'investissement	7 276 455 €	889 312 €	722 903 €			7 442 864 €
Autres réserves	3 316 863 €	752 759 €	120 053 €			3 949 569 €
<b>Total réserves</b>	<b>10 593 318 €</b>	<b>1 642 071 €</b>	<b>842 956 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>11 392 433 €</b>
Réserve de compensation des déficits	4 259 036 €	1 322 892 €	775 377 €			4 806 551 €
Réserve de compensation d'amortissements	341 102 €	74 817 €				415 919 €
Réserve d'excédents affectés à la couverture du BFR	534 256 €	83 766 €				618 022 €
<b>Total des réserves réglementées sous contrôle de tiers financeur</b>	<b>5 134 394 €</b>	<b>1 481 475 €</b>	<b>775 377 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>5 840 492 €</b>
<b>Total des réserves</b>	<b>15 727 712 €</b>	<b>3 123 546 €</b>	<b>1 618 333 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>17 232 925 €</b>

- Le poste « réserve d'investissement » constitue une réserve, dotée par l'affectation du résultat excédentaire pour financer des projets d'investissements. Le poste « réserve d'investissement » augmente de 166 K€ par rapport à 2023.
- Le poste « autres réserves » est alimenté par les réserves pour projet associatif. Ce dernier augmente de 633 k€ au 31/12/2024.
- La rubrique « réserve de compensation » est augmentée ou diminuée par les autorités de tarification des établissements sous contrôle de tiers financeurs, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Sa vocation est de permettre de financer le déficit d'un exercice donné par compensation avec les excédents antérieurs laissés exceptionnellement et provisoirement à disposition de l'établissement concerné ou de financer des surcoûts de charges d'amortissements. Elle s'élève à 4 807 K€ au 31/12/2024.
- Au 31/12/2024, les réserves destinées à financer les surcoûts de charges d'amortissements s'élèvent à 416 K€.
- La rubrique « réserve de trésorerie/ excédent affectée à la couverture du BFR » s'élève à 618 K€ au 31/12/2024.

### 5.2.3 Report à Nouveau

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Affectation du résultat		Variation par virements		A la clôture de l'exercice
Rubrique	31/12/2023	Augmentation	Diminution ou Consommation	Mouvement de périmètre	Poste à Poste	31/12/2024
Report à nouveau non contrôlé par les tiers financeurs	-304 505 €	6 428 €	476 888 €			-774 965 €
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	-2 620 335 €	11 346 794 €	10 765 300 €			-2 038 840 €
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	1 096 235 €	6 343 326 €	4 511 660 €			2 927 901 €
Charges non opposables aux financeurs	0 €					0 €
Dette de congés à payer et autres droits acquis	1 856 709 €	1 198 176 €	500 229 €			2 554 656 €
Amortissements comptables excédentaires différés	460 356 €					460 356 €
<b>Total du Report à nouveau</b>	<b>488 460 €</b>	<b>18 894 724 €</b>	<b>16 254 077 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>3 129 107 €</b>

### 5.2.4 Subventions d'investissements

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste		Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubrique	31/12/2023	Correction d'erreur	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2024
Subventions d'investissement	15 335 807 €				273 189 €	15 062 618 €
Amortissements des Subventions d'investissement	-6 195 904 €			-570 126 €	274 382 €	-6 491 648 €
<b>Total des Subventions d'investissement</b>	<b>9 139 903 €</b>	<b>0 €</b>		<b>-570 126 €</b>	<b>547 571 €</b>	<b>8 570 970 €</b>

Les subventions d'investissements s'élèvent à 15 062 K€ à fin 2024, soit une diminution nette de 273 K€ sur l'exercice :

- Les subventions totalement amorties s'élèvent à 274 k€ ;
- Le montant de la cote part virée au résultat est à hauteur de 570 k€.

### 5.2.5 État des provisions réglementées

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste		Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubrique	31/12/2023	Correction d'erreur	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2024
Provisions pour renouvellement des immobilisations	2 628 477 €				48 676 €	2 579 801 €
Provisions destinées à renforcer le BFR	372 937 €					372 937 €
Provision pour amortissement dérogatoire	439 929 €			241 141 €	152 259 €	528 811 €
Reserve des plus values nettes d'actif immobilisé	210 064 €					210 064 €
Reserve des plus values nettes d'actif circulant	1 651 478 €					1 651 478 €
Autres provisions réglementées	0 €					0 €
<b>Total des Provisions réglementées</b>	<b>5 302 886 €</b>	<b>0 €</b>		<b>241 141 €</b>	<b>200 935 €</b>	<b>5 343 092 €</b>

Les provisions réglementées constituées, hors réserve de trésorerie, visent à autofinancer partiellement ou intégralement des investissements, notamment dans le cadre des plans de financement prévus aux plans pluriannuels d'investissements.

### 5.2.6 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2023	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2024
Provisions pour litiges.	452 654		669 320	716 046	405 928
Provision d'indemnités de départ à la retraite	1 970 353		3 999 035	3 898 430	2 070 958
Autres provisions pour risques	36 556				36 556
<b>Provisions pour risques</b>	<b>2 459 562</b>	<b>-</b>	<b>4 668 355</b>	<b>4 614 476</b>	<b>2 513 441</b>
Provisions pour pensions et obligations similaires	-				-
Provisions pour grosses réparations.	-				-
Autres provisions pour charges.	-				-
Provisions pour charges	-	-	-	-	-
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>2 459 562</b>	<b>-</b>	<b>4 668 355</b>	<b>4 614 476</b>	<b>2 513 441</b>

### 5.2.7 Engagements de retraite et avantages assimilés provisionnés

L'entité provisionne ses engagements retraite selon la méthode des unités de crédit projeté. La dette actuarielle probable des indemnités de fin de carrière calculée pour la totalité du personnel se monte à 2 071 K€ en 2024. Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes, à la date de clôture :

- Age théorique de départ en retraite : 65 ans
- Taux d'actualisation : 2 % ;
- Inflation : 0,5 % ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : +9,5 % ;
- Taux de turnover à hauteur de 22,0 % ;
- Le pourcentage de survie est calculé selon la table de mortalité officiel (INSEE TF 00 02) distinctes pour les hommes et les femmes ;
- Le pourcentage de cotisations de charges sociale et fiscale retenue est de 54,98 %.



## 5.2.8 Fonds dédiés

Analytique	Projets	Solde 31/12/2023	Transfert	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2024
ADJ	ACCUEIL DE JOUR	-31 704 €			31 704 €	0 €
ADL	AGENT S DE DROIT LOCAL	-55 461 €				-55 461 €
ADN	ACCUEIL DE NUIT	-218 409 €			218 000 €	-409 €
ADU	ACCUEIL/ACCOMPAGNE HEB URGENCE	-1 137 525 €		-141 891 €	22 967 €	-1 256 449 €
AF1	PCRL2	-5 €				-5 €
AIS	ACCOMPAGNEMENT INSERT ION SOC	-247 640 €				-247 640 €
AJM	ACCUEIL DE JOUR MOBILE	-38 536 €		-20 159 €		-58 695 €
AMI	APPEL A MANIFESTATION D'INTERE			-9 739 €		-9 739 €
AMS	ACCUEIL MEDIAT ION SOCIAL	-42 458 €				-42 458 €
ASI	DEMANDEUR D'ASILE	-167 297 €	-65 000 €	-6 762 €	196 851 €	-42 208 €
ASS	ASSOCIATION	-237 126 €		-20 000 €	1 500 €	-255 626 €
AVA	AT ELIER ADAPT AT ION VIE ACT IVE	-28 400 €		-1 617 €	8 000 €	-22 017 €
CA1	CENT RE ACCUEIL & ORIENT AT ION	-229 652 €				-229 652 €
CA3	CENT RE ACCUEIL & ORIENT AT ION	-66 377 €				-66 377 €
CAE	CENT RE ACC EXAMEN SIT UAT ION	-528 095 €		-25 888 €	20 556 €	-533 427 €
CAO	CENT RE ACCUEIL & ORIENT AT ION	-91 258 €				-91 258 €
CH1	CAMPAGNE HIVERNALE 1	-54 308 €			4 393 €	-49 915 €
CH2	CAMPAGNE HIVERNALE 2	-9 081 €	-1 371 687 €		9 081 €	-1 371 687 €
CH3	CAMPAGNE HIVERNALE 3	-118 464 €		-34 605 €		-153 069 €
CH4	CAMPAGNE HIVERNALE 4	-69 238 €			6 697 €	-62 542 €
CH5	CAMPAGNE HIVERNALE	-26 568 €			8 521 €	-18 047 €
CHI	CAMPAGNE HIVERNALE	-511 899 €		-6 637 €	10 657 €	-507 880 €
CHU	CENT RE HEBERG URGENCE	-2 061 570 €	-1 035 778 €		2 052 381 €	-1 044 966 €
CO1	COVID 19	-8 405 €				-8 405 €
CO2	COVID 19	-24 637 €				-24 637 €
COV	COVID 19	-220 546 €				-220 546 €
CPH	CENT RE PROVISIOIRE HEBERG	-638 446 €	118 610 €		7 402 €	-512 434 €
CRECHE	CRECHE	-174 303 €		-6 110 €	9 364 €	-171 049 €
DAS	DDCS	-1 539 752 €	-19 750 €	-47 622 €	121 536 €	-1 485 588 €
DDA	DEMANDEUR D'ASILE	-30 306 €		-91 618 €		-121 924 €
DIV	AUT RES DISPOSIT IFS	-559 143 €		-3 412 €	57 379 €	-505 176 €
DOM	DOMICILIATION	-576 €			533 €	-43 €
FHP	FAMILLES HORIZON POSSIBLE	-70 000 €				-70 000 €
FLE	ECOLE INSERFLE	-105 892 €		-3 100 €		-108 992 €
GYM	MISE A L'ABRI	-13 533 €				-13 533 €
HD1	HERBERGEMENT D'URGENCE 2	-465 538 €	-32 238 €	-69 604 €	195 596 €	-371 783 €
HD2	HEBERGEMENT FEMMES ENFANT S	-29 469 €	-15 872 €	-597 €	8 237 €	-37 701 €
HD3	HEBERGEMENT FEMMES ENF 2	-26 129 €		-498 €		-26 627 €
HDF	CHU HORIZON DES FEMMES		-14 705 €		14 705 €	0 €
HDU	HERBERGEMENT D'URGENCE	-501 930 €		-28 071 €	16 617 €	-513 384 €
HPD	HEBERG PERSON DEBOUT EES	-268 973 €		-24 913 €	186 €	-293 701 €
HUD	HEBERGEMENT URGENCE ASILE	-1 867 500 €			15 000 €	-1 852 500 €
HUE	HUDA ECOUEN		-293 407 €		16 195 €	-277 212 €
IML	INT ERMEDIAIRE MESURE LOGEMENT	-80 205 €		-19 408 €		-99 613 €
IMR	IML REFUGIES			-7 045 €		-7 045 €
IPL	IML PLATEFORME			-15 796 €		-15 796 €
JMR	JOURNEE MONDIALE REFUGIEE			-5 322 €		-5 322 €
MAL	MESURE ACC LOGEMENT	-697 510 €		-35 000 €	22 449 €	-710 060 €
MAR	MAISON RELAIS	-48 070 €				-48 070 €
MIF	MINI FURS ISOL ES ETRANGERS			-73 500 €		-73 500 €
MNA	MINEURS NON ACCOMPAGNEES			-67 719 €		-67 719 €
MO1	MILIEU OUVERT	-20 640 €				-20 640 €
ORE	DON OREAL	-4 062 €				-4 062 €
POL	POLITIQUE EXPERIMENT ACCES TR	-13 143 €			3 497 €	-9 646 €
RAP	RAPAT RIES	-120 315 €				-120 315 €
REI	REINST ALLES	-263 345 €			36 638 €	-226 706 €
RF2	REFUGIES/MIGRANTS 2	0 €		-23 523 €		-23 523 €
RFG	REFUGIES/MIGRANTS	-819 871 €	60 000 €		59 524 €	-700 347 €
RSC	RSA CLASSIQUE	-113 858 €				-113 858 €
RSM	RSA MIGRANT	-101 292 €			66 000 €	-35 292 €
SDF	SDF DE ROISSY		83 408 €	-83 408 €		0 €
SDS	SERVICES DE SUIT E	-54 098 €			106 €	-53 993 €
SIL	SERVICE INSER LOGEMENT & EMPLOI	-58 208 €		-166 792 €	54 342 €	-170 659 €
TEM	TEMPORAIRE PLACES HIVERNALE			-20 199 €		-20 199 €
UK1	UKRAINE ACCOMPAGNEMENT 1	-376 717 €			6 940 €	-369 777 €
UKR	ACCUEIL REFUGIES UKRAINIENS	-586 174 €		-84 651 €	10 015 €	-660 809 €
UK2	UKRAINE ACCOMPAGNEMENT 2	-127 674 €		-23 304 €		-150 978 €
VOL	VOLONTR SERVICE CIVIQUE			-3 043 €		-3 043 €
EHPAD	EHPAD	-3 649 001 €		-905 263 €	863 188 €	-3 691 076 €
Total général		-19 650 335 €	-2 586 419 €	-2 026 814 €	4 176 758 €	-20 086 810 €

Nota : Des correctifs d'imputations ont été réalisés, et sont matérialisés dans la colonne « transfert ».



## 5.2.9 État des dettes financières

Dettes Financières	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2023	Transferts	Souscription de nouveaux emprunts	Remboursements	31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	12 048 124 €			-1 006 915 €	11 041 209 €
Emprunts et dettes financières divers (3)	1 059 746 €			200 614 €	1 260 360 €
<b>Total actif circulant</b>	<b>13 107 870 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>-806 301 €</b>	<b>12 301 569 €</b>

Un nouvel emprunt de 151 k€ à été souscrit cette année

Dettes Financières	Valeur fin d'exercice	Degré d'exigibilité du passif		
Rubriques	31/12/2024	Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	11 040 840 €			11 040 840 €
Emprunts assortis de conditions particulières	1 260 360 €			1 260 360 €
Découverts bancaires	369 €			369 €
Dépôts et cautionnements reçus				0 €
Intérêts courus.				0 €
<b>Total des dettes à caractère financier</b>	<b>12 301 569 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>12 301 569 €</b>
<i>Emprunts souscrit en cours d'exercice</i>	0 €			
<i>Emprunts remboursé en cours d'exercice</i>	-1 006 915 €			
<i>Emprunts constaté auprès des associés</i>				

## 5.2.10 Etat des autres dettes

Dettes Financières	Valeur fin d'exercice	Degré d'exigibilité du passif		
Rubriques	31/12/2024	Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Dettes fournisseurs	7 199 186 €	7 199 186 €		0 €
Dettes fiscales et sociales	8 776 796 €	8 776 796 €		0 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	424 105 €	424 105 €		0 €
Autres dettes	10 968 144 €	10 968 144 €		0 €
Produits constatés d'avance	14 734 656 €	14 734 656 €		0 €
<b>Total des autres dettes</b>	<b>42 102 887 €</b>	<b>42 102 887 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

#### 5.2.11 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 14 754 K€ au 31 décembre 2024 et concernent des produits d'exploitation. En 2023, nous avons eu plusieurs conventions couvrant plusieurs années expliquant la forte variation des produits constatés d'avance.

## 6 Informations relatives au compte de résultat

### 6.1 Résultat d'exploitation

#### 6.1.1 Ventilation des Charges exploitation

	31/12/2024		31/12/2023	
	Montant	%	Montant	%
Autres achats et charges externes	59 035 743	42%	54 415 333	42%
Impôts, taxes et versements assimilés	5 492 125	4%	5 167 043	4%
Salaires, traitements et charges sociales	54 834 643	39%	48 963 619	37%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 641 447	3%	4 708 941	4%
Dotations aux provisions	3 059 663	2%	2 658 309	2%
Reports en fonds dédiés	2 026 814	1%	5 386 644	4%
Autres charges	10 894 775	8%	9 603 181	7%
<b>Total II</b>	<b>139 985 210</b>	<b>100%</b>	<b>130 903 070</b>	<b>100%</b>

Elles se déclinent selon les principaux postes suivants :

- La masse salariale et les charges de personnel 39% du total des charges en 2024 ;
- Les services extérieurs, incluant en particulier le coût des locations immobilières et mobilières (loyers et charges locatives), de la maintenance et de l'entretien, des prestations externalisées (dont le blanchissage, la cuisine et l'hôtellerie) et des honoraires.
- Les dotations aux amortissements et provisions, directement liées à l'importance des actifs immobilisés de l'association.
- Les achats non stockés, composés principalement des dépenses liées aux fluides et à l'alimentation.

#### 6.1.2 Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont liés essentiellement aux prestations réalisées dans le cadre de l'hébergement et de l'accompagnement social et médical des usagers et résidents des établissements France Horizon.

Ils s'élèvent à hauteur de 139 M€ en 2024 se répartissent de la façon suivante :

Produits d'exploitation au 31/12/2023	Conbiné		Pôle sénior		Pôle Insertion		Pôle Petite enfance		Pôle gestion Propre	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Cotisations										
Ventes de marchandise	993	0%	993	0%		0%		0%		0%
Ventes de biens et services	8 079 604	6%	174 867	0%	7 311 539	8%	297 169	13%	296 029	6%
Produits de tiers financeurs		0%		0%		0%		0%		0%
Dotations et produits de tarification	62 246 112	45%	38 249 673	94%	23 996 439	26%		0%		0%
Concours publics et subventions d'exploitation	52 939 492	38%	27 316	0%	50 933 009	56%	1 979 167	86%		0%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		0%		0%		0%		0%		0%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 033 401	2%	1 409 704	3%	1 368 521	1%	15 469	1%	239 707	5%
Utilisations des fonds dédiés	4 176 758	3%	863 188	2%	3 302 706	4%	9 364	0%	1 500	0%
Autres produits		0%		0%		0%		0%		0%
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		0%		0%		0%		0%		0%
Transferts de charges	38 855	0%	-15 123	0%	53 978	0%		0%		0%
Autres produits	8 772 929	6%	110 057	0%	4 318 998	5%	20	0%	4 343 854	89%
<b>Total des produits d'exploitations</b>	<b>139 288 144</b>	<b>100%</b>	<b>40 820 675</b>	<b>100%</b>	<b>91 285 190</b>	<b>100%</b>	<b>2 301 189</b>	<b>100%</b>	<b>4 881 091</b>	<b>100%</b>

**Dans les EHPAD :**

- Par le résident ou le département si le résident relève de l'aide sociale à l'hébergement (un arrêté du Conseil départemental fixe le tarif journalier afférent à l'hébergement) ;
- Par le résident et le département pour « l'aide personnalisée à l'autonomie en établissement » (APA-E) (un arrêté du Conseil départemental prévoit les tarifs journaliers opposables aux ressortissants des autres départements, le montant du tarif GIR 5-6 qui s'ajoute au tarif « hébergement » et qui est opposable à tous les résidents et un forfait global annuel pour les résidents du département. Ces tarifs sont modulés en fonction du niveau de dépendance des résidents) ;
- Par l'Agence Régionale de Santé pour la partie « soins » (un arrêté de l'ARS définit le forfait global annuel et les financements complémentaires en fonction du niveau de la dépendance et des besoins en soins des résidents),

**Dans les établissements Accueil-Insertion :**

- Par les Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, les Directions Départementales de la Cohésion Sociale, la DRIHL en Ile-de-France par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (un arrêté fixe la dotation globale de financement),
- Par la Direction générale des étrangers en France - Ministère de l'Intérieur, le Ministère des armées au financement de subventions

**Dans les établissements pour la Petite enfance :**

Par la Caisse d'Allocation Familiale et la Ville de Paris.

## **6.2      *Résultat financier***

Le résultat financier se compose principalement des intérêts d'emprunts et des charges et produits liés aux placements.

## **6.3      *Résultat exceptionnel***

Les charges exceptionnelles se décomposent en trois catégories :

- Charges sur opérations de gestion comprenant des pénalités, redressements des caisses sociales, des erreurs de caisses, de trop perçus sur rémunérations et des amendes ;
- Charges sur opérations en capital ;
- Dotations aux amortissements et aux provisions réglementées ;

De la même manière, les produits exceptionnels se divisent en trois rubriques :

- Produits sur opérations de gestion comprenant des indemnités de litiges ;
- Produits sur opérations en capital, comprenant les cessions de bien, auxquelles s'ajoutent les reprises de quotes-parts de subventions d'investissement ;
- Reprises sur provisions réglementées ;



## 7 Autres informations

### 7.1 Ventilation de l'effectif au 31/12/2024

L'effectif salarié de France Horizon au 31 décembre 2023 se décompose comme suit :

- 141 cadres pour un ETP de 120.30
- 1 033 non cadres pour un ETP de 987.89

Soit 1 174 salariés pour 1107.69 ETP.

### 7.2 Contributions volontaires en nature

L'association ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature valorisées.

### 7.3 Engagements hors bilan

#### 7.3.1 Engagements hors bilan reçus

Des emprunts contractés ont été garantis par les collectivités à la hauteur d'un taux défini suivant le patrimoine concerné. Les emprunts du Crédit Foncier de France rachetés par la Caisse d'Epargne n'ont pas demandé une nouvelle garantie.

Organisme prêteur	Etablissement	Date de	Garanties s/Contrat prêt
Caisse des dépôts et consignations	EHPAD MAISON FLEURIE	10/01/2015	Commune de Feyzin [15% du capital + intérêt] Département du Rhône [85 % du capital + intérêt]
Crédit Foncier de France	EHPAD LES BRULLYS	30/04/1996	Cautionnement Solidaire & Indivisible du Département de Seine & Marne [90% ] & de la Commune de Vulaines s/Seine [10% ]
Caisse des dépôts et consignations	EHPAD LES TISSERINS	01/09/2001	Communauté d'agglomération Evry-Courcouronnes-Bondoufle-Lisses [100%]
IRCANTEC CDC	EHPAD LES TISSERINS	13/03/2002	Tant que l'emprunteur reste débiteur de sommes au titre du présent contrat, il ne peut sans l'accord préalable écrit du prêteur : - aliéner, hypothéquer, donner à bail ses immeubles, - aliéner, nantir, donner en gérance son fonds de commerce (pour les sociétés) - contracte un emprunt à moyen ou long terme ou tout autre crédit-bail immobilier ou mobilier, le tout, à peine d'exigibilité anticipée conformément à l'article 11 ci-dessous
IRCANTEC CDC	EHPAD LA TOUR	20/12/2004	Tant que l'emprunteur reste débiteur de sommes au titre du présent contrat, il ne peut sans l'accord préalable écrit du prêteur : - aliéner, hypothéquer, donner à bail ses immeubles, - aliéner, nantir, donner en gérance son fonds de commerce (pour les sociétés) - contracte un emprunt à moyen ou long terme ou tout autre crédit-bail immobilier ou mobilier, le tout, à peine d'exigibilité anticipée conformément à l'article 11 ci-dessous
CRAM	EHPAD LA TOUR	21/01/2005	Hypothèque conventionnelle sur l'EHPAD
GIL	ASSOCIATION	01/01/1999	Garantie Communale
CAISSE D'EPARGNE IDF	CHRS VAUJOURS	01/06/2020	Caution de 578 372,65 € auprès de CIE EUR DE GARANTIES ET CAUTIONS

#### 7.3.2 Engagements hors bilan donnés

Il n'y a pas d'engagement donné.

#### 7.3.3 Bail

##### — Bail emphytéotique :

Une convention, en date du 1er janvier 1970, pour une durée de 30 ans, afférente à la location par bail emphytéotique de l'ensemble immobilier du Château des Brullys a été conclue entre l'association, le Ministère des Affaires Etrangères et la Direction des Affaires Administratives et Sociale. Un avenant à cette convention a été signé en 2000 accordant une durée supplémentaire de 30 ans, arrivant à échéance au 1er janvier 2030.

#### — Bail location / promesse de vente

Une convention, en date du 30 novembre 2011, afférente à la location avec promesse de vente de l'ensemble immobilier de l'EHPAD de Combs-la-Ville a été conclue entre l'association et la société les Foyers de Seine et Marne (FSM).

La convention susvisée a été renégociée par FSM en vue de prolonger la période de location avant option d'acquisition et de réviser le prix de cession. La durée en question est passée de 10 ans à 13 ans ; France Horizon a ainsi la faculté contractuelle d'acquérir le bien à compter du 23/12/2024 et jusqu'au 31/12/2027, pour un montant de 5 700 000 €.

#### **Bail à construction :**

Une convention, en date du 16 décembre 2021, afférente à la location par bail à construction de l'ensemble immobilier situé à Montredon-des-Corbières (Aude), 1 impasse de la Tour, a été conclue entre l'association France Horizon et la société SM CONSEIL ET PATRIMOINE. Ce contrat confère à la société preneuse le droit d'édifier, à ses frais, une résidence autonomie comprenant divers logements et locaux annexes, sur les parcelles cadastrées section AZ numéros 95 et 91, pour une durée de 52 ans à compter de la remise des clés au gestionnaire. À l'expiration de cette période, la propriété des constructions édifiées reviendra de plein droit au bailleur. Le loyer est fixé à un montant de 167 869 euros.

### **7.4 Situation fiscale**

L'association n'est pas assujettie aux impôts commerciaux mais à l'impôt spécifique aux associations (Impôts des sociétés sur revenus mobiliers et fonciers). Néanmoins, l'établissement des 7 Fontaines à Gaillac est fiscalisé et dispose de son propre numéro fiscal.

### **7.5 Rémunération des dirigeants salariés**

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-580, l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

Ce total s'élève à 419 330 euros.

Il est précisé qu'aucun administrateur de l'association n'est rémunéré pour ses fonctions.

### **7.6 Rémunération du président et des administrateurs**

La rémunération du président et des administrateurs d'une association est possible et elle est prévue par les statuts de France-horizon

Deux cas sont possibles pour fixer le nombre de dirigeants à rémunérer.

#### — Nombre illimité de dirigeants

Juridiquement, il est possible de rémunérer un nombre illimité de dirigeants, mais à une condition. Il faut que la rémunération versée à chacun d'entre eux soit en deçà des trois quarts du SMIC.

#### — Nombre limité de dirigeants

Lorsque la rémunération des dirigeants excède les trois quarts du SMIC, il faut tenir compte de la taille de l'association pour déterminer le nombre d'entre eux susceptibles d'en bénéficier.

Il faut également considérer, sur la période des 3 derniers exercices, la moyenne des recettes propres provenant de l'association. Lorsque ces recettes varient :

- Entre 200 000 et 500 000 €, la rémunération n'est possible que pour un seul dirigeant ;
- Entre 500 000 et 1 000 000 €, la rémunération est possible pour deux dirigeants ;
- Ou qu'elles sont supérieures à 1 000 000 €, trois dirigeants de l'association peuvent être rémunérés.

La rémunération du président en 2024 est précisée dans le rapport spécial sur les conventions réglementées.

### 7.7 *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes au titre du contrôle légal des comptes 2024 pris en charge dans l'exercice s'élève à 82 062 € et se ventile comme suit :

	Montant (€) TTC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	82 062,00 €
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	0,00 €
<b>Honoraires totaux</b>	<b>82 062,00 €</b>